

Recherches sociographiques



Nicole LAURIN-FRENETTE et Jean-François LÉONARD (dir.),
L'impasse. Enjeux et perspectives de l'après-référendum

Réjean Pelletier

Volume 22, numéro 3, 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055957ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055957ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pelletier, R. (1981). Compte rendu de [Nicole LAURIN-FRENETTE et Jean-François LÉONARD (dir.), *L'impasse. Enjeux et perspectives de l'après-référendum*]. *Recherches sociographiques*, 22(3), 419–420.
<https://doi.org/10.7202/055957ar>

Il faut lire Jean-Jacques Simard si l'on s'intéresse au Québec et si l'on préfère l'autogestion à la technocratie, l'imagination au dogmatisme, la vigueur du style à la rigueur de l'analyse.

Gabriel GAGNON

*Département de sociologie,
Université de Montréal.*

Nicole LAURIN-FRENETTE et Jean-François LÉONARD (sous la direction de), *L'impasse. Enjeux et perspectives de l'après-référendum*, Montréal, Nouvelle Optique, 1980, 168 p. (« Matériaux », 4.)

C'est maintenant devenu une tradition au Québec à la suite d'un événement important : des intellectuels du pays — journalistes, syndicalistes, universitaires ou autres — s'arrêtent un instant pour réfléchir à la situation et apporter leurs propres éléments d'explication.

Dans ce cas-ci, il s'agissait moins pour les deux directeurs de l'ouvrage, Nicole Laurin-Frenette et Jean-François Léonard, de dégager les enjeux implicites et explicites du référendum de mai 1980 au Québec que de saisir les enjeux et perspectives de l'après-référendum. Pour ce faire, ils ont voulu donner la parole à des gens de gauche, de cette gauche qui a certes été exclue de la campagne référendaire par des règles du jeu contraignantes qui obligeaient les participants à se regrouper sous des comités-parapluie, mais qui s'est aussi exclue par l'ambiguïté de son message et de sa position. D'ailleurs, pour être plus exact, faudrait-il parler plutôt des gauches québécoises, de ses divers messages et de ses positions multiples face à l'événement référendaire et aux nouveaux enjeux qui en découlaient.

Il n'était donc pas question de chercher à exprimer dans ce volume toutes les tendances qui se manifestent au sein de la gauche au Québec, mais de réunir plutôt des gens de gauche aux points de vue aussi variés que possible autour d'un thème commun. Ceux-ci étaient invités à interpréter rétrospectivement leur participation à l'événement référendaire et à exprimer leur réaction à la conjoncture qui en découle. Ils étaient aussi conviés à dégager de cette conjoncture des perspectives sur le changement social, politique et culturel du Québec post-référendaire.

Dans l'ensemble, les différents auteurs n'ont aucune peine à cerner les grandes composantes de « l'impasse » actuelle, mais éprouvent certaines difficultés à s'entendre sur la voie qui permettra de surmonter cette impasse ou d'en sortir. C'est la réconciliation du socialisme et de l'indépendance qui semble poser problème. Plus exactement, si l'on se met d'accord sur la nécessité d'un Québec indépendant et socialiste, on n'y arrive pas nécessairement par les mêmes voies. Ceci n'est d'ailleurs pas indispensable puisque la diversité des options devrait être génératrice d'idées nouvelles, ce qui n'est malheureusement pas le cas dans cet ouvrage.

Ce sont probablement les trois syndicalistes interrogés, André Leclerc, Yvon Charbonneau et Gérald Larose qui s'entendent le mieux pour cerner l'impasse actuelle dans le monde syndical et dégager des perspectives d'avenir. Après avoir fait l'autopsie des luttes menées par les syndicats au cours des années soixante-dix et de la répression politique et judiciaire de cette époque, ils s'attachent à la démobilisation consécutive à cette grande période de luttes qui a aussi coïncidé avec l'arrivée au pouvoir du Parti québécois. À cette démobilisation s'ajoutent des erreurs qui ont été commises par les centrales syndicales face au parti gouvernemental, la C.S.N. sombrant dans un « gauchisme sommaire » et la F.T.Q., dans la complaisance à l'égard du régime en place.

C'est une analyse lucide dans son ensemble qui nous est présentée ici, mais lorsqu'il s'agit de poser les jalons pour guider l'action future du mouvement syndical, on a droit à une reprise des mêmes « solutions magiques » préconisées depuis plus de vingt ans : éducation politique des travailleurs, moyens structurels d'action politique au sein des syndicats, unité syndicale et, enfin,

mise sur pied d'une organisation politique des travailleurs. En somme, pour les trois syndicalistes interrogés, il faut prendre nettement ses distances envers le Parti québécois, constituer un mouvement autonome des travailleurs sur le plan politique afin de briser l'hégémonie du P.Q. sur la question nationale et favoriser un véritable projet d'indépendance du Québec dans le cadre d'une société socialiste. Un projet qui date déjà... mais qui attend encore d'être concrétisé.

D'autres plaident plutôt en faveur d'une plus grande décentralisation, d'un retour aux communautés de base dans le cadre d'un socialisme autogestionnaire. Pour nous conduire à ces changements, comme le dit Jean-Robert Sansfaçon, il n'y a pas qu'une seule organisation politique qui puisse en assumer la responsabilité. Au contraire, ceci doit se faire d'abord sur la base des conditions de vie des différents groupes sociaux. L'unification des revendications et des objectifs politiques pourra se faire ensuite par un ou des partis politiques de gauche, larges et démocratiques.

Ce qui importe ici, ce n'est pas la contre-option de gauche au projet P.Q., mais l'aspiration à un socialisme autogestionnaire, même si l'on adopte parfois des perspectives différentes pour y arriver. Ainsi, Jean-Robert Sansfaçon adopte une perspective régionaliste et vise un projet politique de plus grande autosuffisance régionale tout en souhaitant parvenir à l'utopie d'une société égalitaire, à la fois planifiée dans sa production de biens industrialisés et autogérée par les communautés de base pour tout ce qui peut l'être. Pour sa part, Dimitri Roussopoulos adopte une perspective anarchiste qui respecte la diversité culturelle au détriment de l'homogénéité et s'oppose à la centralisation politique de l'État unitaire et au bureaucratisme qui en découle, tout en plaçant lui aussi en faveur d'un socialisme autogestionnaire, d'une gestion économique fondée sur le contrôle des travailleurs plutôt que sur une bureaucratie étatique.

Bref, organisation politique autonome des travailleurs et socialisme autogestionnaire semblent les deux voies privilégiées par les différents auteurs pour sortir de l'impasse actuelle. Il m'apparaît que l'on a mieux réussi à diagnostiquer le passé et à circonscrire les enjeux pré-référendaires qu'à dégager des perspectives nouvelles pour l'après-référendum puisque l'on reprend les mêmes thèmes déjà définis dans les années soixante et même cinquante au Québec. On semble vraiment à court d'idées nouvelles au sein de la gauche québécoise. Peut-être devrait-elle sortir de ses querelles de chapelles qui mobilisent une bonne partie de ses énergies et qui la forcent à tourner continuellement en rond et à vouloir refaire l'histoire du Québec à tous les cinq ans !

Réjean PELLETIER

*Département de science politique,
Université Laval.*

Fernand HARVEY, *Le mouvement ouvrier au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1980, 330p.

Disons-le tout de suite : c'est un beau livre, une lecture passionnante pour tous ceux qui s'intéressent à l'évolution du mouvement ouvrier québécois. C'est aussi un apport important au développement de l'historiographie et de la sociologie des travailleurs et de leurs organisations. On peut prévoir, d'ores et déjà, que ce livre marquera une époque, que désormais les historiens et sociologues du travail se situeront « avant et après » la parution du livre de Fernand Harvey et ses collaborateurs.

Pourtant, tous les textes dans ce recueil, sauf un, sont déjà assez bien connus de ceux qui travaillent dans ce domaine. En quoi, donc, consiste l'apport nouveau du livre ? D'abord, dans l'approche *thématique* qui préside au choix des textes, approche qui reflète le passage « de l'histoire-récit à l'histoire-problème » (p.11). En deuxième lieu, dans la qualité des textes eux-mêmes. Enfin, et surtout, cet apport se trouve dans le chapitre d'introduction de Harvey, seul texte inédit dans ce